

SEMINAR ON REGIONAL
SEMINAR ON LAND
DEVELOPMENT IN THE TROPICS

AUGUST, 8 - 13 1982
BELO HORIZONTE, BRAZIL

ETAT ET APROPRIATION SOCIALE DE L'ESPACE
LA COLONISATION A ARIQUEMES, RONDÔNIA

Jean Hébert

Rosa E. Acevedo Marin


LATIN AMERICAN
REGIONAL
CONFERENCE



8-13 AGOSTO 1982
BELO HORIZONTE

ORGANIZED BY:

DEPARTAMENTO DE GEOGRAFIA - UFRJ
FUNDAÇÃO JOÃO PINHEIRO/SEPLAN - MG

SPONSERED BY:



INTERNATIONAL GEOGRAPHICAL UNION



FUNDAÇÃO JOÃO PINHEIRO
SECRETARIA DE ESTADO DO PLANEJAMENTO
E COORDENAÇÃO GERAL - SEPLAN/MG

13-5755

*man
2208*

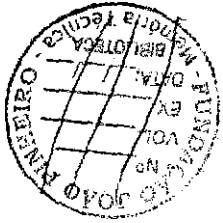
ETAT ET APROPRIATION SOCIALE DE L'ESPACE
LA COLONISATION A ARIQUEMES, RONDÔNIA

Jean Hébette

Rosa E. Acevedo Marin

Núcleo de Altos Estudos Amazônicos de
l'Université Fédérale du Para-Brésil

- Quoted as in the original forra -



ETAT ET APROPRIATION SOCIALE DE "L'ESPACE

LA COLONISATION A ARIQUEMES , RONDÔNIA

-Jean Hebette

Rosa E. Acevedo Jvâarin

du Núcleo de Altos Estudos Amazônicos

de l'université Fédérale du Para-Brésil

I.

On peut difficilement parler de colonisation sans , au préalable, situer ce phénomène dans son contexte historique et social, c'est-à-dire , aussi, géographique . Ce contexte peut être considéré de manière plus ou moins ample., soit que l'on s'attache à mettre en relief des caractéristiques plutôt générales liées à. un cadre assez vaste , soit que l'on souligne des aspects plus spécifiques d'un moment bien circonscrit.

Attentifs à cette double dimension, nous essaierons de rappeler d'abord brièvement quelques traits généraux de la colonisation durant l'histoire du Brésil indépendant , pour , ensuite, nous étendre sur les formes particulières qu'elle a revêtue au long des années 70 en Rondônia et , plus particulièrement, dans la commune d'Ariquemés. ^

Il faut tout d'abord remarquer que tous les grands programmes officiels de colonisation intérieure , dans le Brésil d'après "l'indépendance , sont nés en périodes de crise : celle de l'épuisement du système esclavagiste et de son remplacement par le système du "bras libre" -.au XIXe siècle ; celle de la légitimation de l'Estado Novo dans les années 40, et celle, plus

récente , de légitimation de l'Etat autoritaire surgi en 1964. La colonisation officielle a donc toujours été associée à des situations critiques précises . En ces occasions , l'Etat prend lui-même en mains la direction d'un double procès d' occupa

tion des terres nouvelles et de la redistribution dans l'espace de la force de travail, intervenant de la sorte dans le procès de reproduction des relations sociales de production.

Bien sûr, dans un pays, comme le Brésil, où est si vaste l'étendue des terres publiques et si fort le poids du monde rural, le contrôle de l'Etat sur l'occupation et l'appropriation privée de l'espace rural prend une importance fondamentale. De là vient précisément toute la signification sociale et politique de la colonisation.

A vrai dire, ce contrôle ne se limite pas aux moments critiques; il est inhérent à la nature même de l'Etat et constitue donc une de ses fonctions permanentes, ne serait-ce que, simplement, sous la forme de reconnaissance et défense de la propriété privée, au moyen des instruments juridiques qui définissent les modalités d'appropriation, de jouissance et d'usage des terres vierges, ainsi que les modalités de transfert de droits fonciers. Il se réalise à travers l'interprétation et l'application du statut des peuples indiens à l'intérieur des frontières nationales, ainsi que par la manière dont on le fait ou non respecter. Ou encore par l'adoption de politiques d'ouverture de nouvelles voies de communication fluviales, ferroviaires et routières et par la concession d'exploitation forestière ou minière. De façon plus indirecte, l'Etat intervient dans l'occupation de l'espace par le biais des politiques fiscales, des mesures économiques d'encouragement à la production et l'échange commercial (dans notre cas, il s'agit surtout de l'exportation) de certains produits, ou aussi de fixation des prix agricoles qui influent pour leur part sur le niveau de la rente foncière et le prix de la terre. Ces diverses mesures politiques se croisent en Amazonie avec le mouvement de pénétration du capital et l'avancée des flux migratoires, fruit principalement de déterminants de nature économique; elles se conjuguent donc avec le prof

ces d'accumulation . En certaines circonstances cependant, l'Etat intervient de manière plus directe et plus spécifique , en formulant des programmes d'occupation et d'exploitation de certaines régions . C'est ce qui s'est passé en Amazonie au cours des vingt dernières années. Il s'agit, dans ce cas précis , de programmes d'exploitation des ressources minières, dont le plus typique est le Projet du Grand Carajás , et de programmes d'occupation agricole et de développement de l'élevage , dont nous avons des exemples , soit dans les pôles d'agriculture et d'élevage, soit dans la colonisation des grands axes routiers : la Transamazonienne et la route de Cuiabá à Porto Velho⁽³⁾

La colonisation officielle correspond précisément à l'institutionnalisation du contrôle exercé par l'Etat sur l'appropriation de la frontière agricole , c'est - à - dire sur le "comment et au profit de qui ?" se fait l'appropriation des terres qui s'incorporent, progressivement à la frontière économique . Dans le contexte de crise ou elle naît ou renaît , la colonisation se revêt alors d'un caractère idéologique qui la fait se prêter facilement à des objectifs de légitimation . La distinction établie plus haut entre les interventions récentes de l'Etat dans le domaine de l'exploitation des ressources minières (Carajás) et dans celui de la mise en valeur agricole (colonisation) permet de mieux saisir cette fonction idéologique . Depuis son début (qui coïncide pratiquement avec celui de la colonisation au long de la Transamazonienne), le Projet Carajás s'est en effet développé dans le plus grand mystère; la société dans son ensemble en a été tenue à l'écart ; cela s'explique aisément puisqu'il s'agissait , sans aucun doute possible , d'un projet lié au grand capital. Tout au plus pouvait-il prêter au discours du Brésil-Géant , du Brésil de l'an 2000 ; auprès du peuple, cette phraséologie ne pouvait rencontrer un grand écho . La colonisation au contraire , a été inaugurée avec grand fracas et dans un

climat d'intense propagande car elle pouvait se présenter comme un geste de grandeur d'un Etat soucieux de parer aux besoins des paysans sans terre : l'Etat se consacrait ainsi -le gardien des intérêts populaires . Bien qu'il se soit agi d'une posture idéologique que la réalité ne viendrait nullement confirmer , elle n'en était pas moins opportune pour le pouvoir à cette époque . Nous retrouvons la une constante dans l'histoire de la colonisation intérieure du Brésil où ce caractère idéologique reflète le déphasage congénital de la part de l'Etat entre les intérêts généraux prétendument garantis et les intérêts particuliers effectivement défendus.

Cette connotation invalide toute analyse de la colonisation qui serait faite à partir d'une lecture conventionnelle de la littérature officielle , non accompagnée d'une lecture sociologique et politique des interactions et de la relation de forces entre classes sociales - et, d'ailleurs , en termes plus amples , d'une lecture du rapport capital-travail au niveau international.

Ceci dit , pour comprendre la spécificité de la colonisation durant la période où se donne son expansion "vers la région amazonienne , c'est-à-dire au cours des années 70, il convient de remonter à mars 1964. C'est alors que l'Etat capitaliste brésilien parvient à se restructurer sous le mode autoritaire et sur des bases favorables à l'intégration complète du pays à l'économie occidentale et à l'irradiation du grand capital à l'intérieur même des frontières nationales . La concentration et le renforcement de l'Etat à niveau fédéral faisaient partie de cette restructuration; ils se donnèrent pour fondement la doctrine de la Sécurité Nationale et sa traduction en textes juridiques; ceux-ci visaient légitimer le recours à un ensemble d'instruments d'exception et la mise au point des appareils étatiques de contrôle et de répression . Ces dispositifs auront des répercussions directes du point de vue de la coloni

sation , étant donné qu'ils permettent la reprise par le pouvoir central des mécanismes de contrôle des terres publiques que la République lui avait arrachés au profit *des Etats fédérés . C'est ainsi qu'en évoquant des menaces à la Sécurité Nationale en même temps que des impératifs sociaux , le gouvernement fédéral se ré-approprie par le Décret-Loi n° 1164 , la juridiction sur les terres publiques situées dans une bande de cent kilomètres de chaque côté des routes fédérales existantes ou simplement projetées \ 'Il est opportun de rappeler à ce propos que durant les années 50, l'Etat avait associé développement industriel et implantation sur une grande échelle de l'industrie automobile , celle-ci devant se constituer en moteur de l'économie . Cette décision trouva son prolongement dans un vaste programme d'ouverture de nouveaux axes routiers. Le nouveau réseau de routes répondait à un ensemble d'objectifs complémentaires : il servirait de support à l'expansion de l'industrie automobile ; stimulerait , grâce aux investissements gouvernementaux dans le secteur routier, le développement de quelques grandes entreprises de travaux publics qui aujourd'hui ont atteint , à cette faveur, une taille internationale ; il permettrait l'intégration des régions périphériques du pays au marché national des matières premières et des produits industrialisés ; de plus , il orienterait inévitablement les flux migratoires et mettrait d'immenses étendues de terres vierges à portée du capital national et international.

Quand fut publié ce décret-Loi, les pistes reliant Belém à Brasilia et Brasilia à Porto Velho et Rio Branco venaient d'être ouvertes ; on percevait l'axe Transamazonienne , le chemin de Cuiabá à Santarém et de Porto Velho à Manaus ; toute une texture de voies de communication terrestres s'ébauchait. Dans la perspective adoptée par le nouveau régime d'ouvrir la région au capital , le retour à la sphère de juridiction fédérale de cet espace ne pouvait se passer d'une for

me de légitimation , en dépit du style autoritaire alors affirmé par le gouvernement . On la trouve en justifiant le fait au nom de la colonisation , dont la mention est désormais "mais associée" , dans le discours officiel, à celle de la réforme agraire. Cette association toute verbale est d'ailleurs consacrée par la création , en vertu du Décret-Loi n°91110 du 9 juillet 1970, de l'Institut National de Colonisation et Réforme Agraire (INCRA) qui prend le relai de deux instituts jusqu'alors distincts : l'Institut National de Développement Agraire (INDA) qui a pour objet la colonisation, et l'Institut Brésilien de Réforme Agraire (IBRA) . A cette époque , la colonisation était encore conçue comme installation de colons en "propriétés familiales" (Décret n° 55.286 du 24 décembre 1964). Cette qualification "sociale" de la colonisation en faisait . un instrument de légitimation d'autant plus opportun que l'Etat n'était "pas parvenu , malgré le démantèlement des organisations paysannes de tendance soit reformiste , soit révolutionnaire , à éliminer les tensions sociales provoquées par la concentration foncière et l'exploitation croissante de la force de travail dans les régions agricoles traditionnelles . Bien au contraire , ces tensions s'étaient transmises dans le sillage des mouvements migratoires jusqu'à la frontière : ouest du Maranhão , nord de Goiás , sud du Para, ou d'ailleurs un foyer de guérilla tentait de remettre sur pieds une organisation révolutionnaire à la faveur des conflits naissants.

Il importait d'autant plus à l'instance fédérale de l'Etat de reprendre le contrôle des terres publiques que le Statut de la Terre , comme on en vint à appeler la Loi n° 4504 du 30 novembre 1964 , recommandait des modèles de colonisation et d'occupation peu compatibles avec les lignes maîtresses de la politique adoptée par le gouvernement de 1964. En effet , bien que promulgué par ce même gouvernement , le Statut avait été conçu antérieurement à lui et comportait des orientations caractéristiques de la relation de forces et

des alliances- de la phase antérieure du procès politique. Il s'avérait donc indispensable que son application fût faite, comme il arriva effectivement, sous la vigilance directe "de ceux qui avaient garanti les privilèges des classes dominantes et les droits du capital : de cette sorte, en effet, les prescriptions du Statut qui reflétaient le mieux les aspirations populaires pourraient être ou neutralisées ou corrigées dans la pratique sans rendre nécessaire une modification des textes.

La colonisation, en tant qu'institution publique, était si importante que, là où on n'arriva pas à l'instaurer en temps voulu, il s'imposa de lui trouver un substitut où dût inévitablement prédominer, sur le caractère juridique, par nature légitimant, le caractère répressif, indiscutablement impopulaire. On vit cela quand fut créé, en 1980, le Groupe Exécutif des Terres de l'Araguaia-Tocantins.

Ce n'est pas sans une certaine ironie que, au moment même où il retirait à la juridiction des Etats fédérés le contrôle de l'espace amazonien, l'Etat central ait été amené à se subordonner aux injonctions et aux directives du capital international qui, pour sa part, était aussi intéressé par la question : "comment et au bénéfice de qui" ces terres vont être appropriées. Le canal principal de ce genre de pressions était la Banque Mondiale qui disposait à cet effet d'un instrument décisif : le crédit au développement - Il est bien vrai que les intérêts du capital national et ceux du capital international convergent ; néanmoins, il n'est pas moins certain qu'on ne peut établir une parfaite correspondance entre les objectifs du dernier et ceux de chaque fraction des classes dominantes brésiliennes, notamment du latifúndio appelé improprement productif. On constate par exemple ceci : tandis qu'une bonne partie de l'opinion publique brésilienne, à moitié bercée par le rêve des dimensions continentales et de l'inépuisable abondance des ressources naturelles du pays, conçoit avec peine l'idée de l'arme de la faim, celle-ci fait par

tie de la stratégie du grand capital .C'est elle qui inspire des politiques ou le Tiers-Monde est mis à contribution pour résoudre les crises alimentaires que la croissance capitaliste des pays industrialisés menace de provoquer au niveau mondial . Cette stratégie est mise en place avec la participation de la Banque Mondiale qui s'emploie à éliminer de la scène aussi bien le latifúndio traditionnel que le minifúndio et à privilégier l'exploitation agricole capitaliste . Les programmes brésiliens de colonisation ne peuvent échapper à ces prises de positions extérieures. On en trouve un exemple dans l'accord célébré entre le gouvernement et la Banque Mondiale pour le financement de l'implantation du Pôle Nord-Ouest (celui-ci recouvre l'Etat de Rondônia et partie de l'Etat de Mato Grosso)(?)une fois accueillies ces recommandations (auxquelles sont associées d'autres , relatives aux peuples indiens), l'Etat ne rencontre naturellement plus d'obstacles auprès des milieux internationaux . Il reçoit , au contraire , tous les appuis financiers et politiques indispensables pour mener à bien son entreprise de développement , doublé de stabilité , d'une société basée sur l'appropriation privée du sol et des moyens de production et sur la subordination , directe ou indirecte , du travail au capital. Dans ce sens , il faut s'attendre à ce que la colonisation s'oppose à l'occupation dite spontanée de la terre. à la persistance de la simple "jouissance et à la reconnaissance du droit à la mise en valeur des terres vierges par tout qui les travaille. Sa tâche fondamentale , souvent presque totalement absorbante, se réduira à la régularisation des titres de propriété , à la distribution des terres et à la remise de titres à de nouveaux propriétaires.

, Rondônia offre un exemple , de certaine manière idéal, de colonisation pour qui prétend mettre en relief le rôle de l'Etat dans le contrôle et la direction du procès d'occupation et d'organisation de l'espace rural, comme , tout aussi bien, dans la reproduction et l'expansion d'une certaine structure sociale (dans notre cas , celle-là même qui fut a l'origine de la restructuration de l'Etat en 1964 : une structure caractérisée précisément par la subordination croissante de la force de travail au capital) í^ÍNous disons idéale en ce sens que l'Etat ,a son niveau central, rencontre des conditions privilégiées pour donner libre cours à" l'exercice de son pouvoir. Du point de vue économique et social , Rondônia , à l'époque de la colonisation récente (aux environs de 1970) fait partie d'une région très faiblement peuplée (il compte 0,47 habitant au kilomètre carré), formée en grande partie (75%) de terres publiques- Son économie souffre de stagnation depuis la fin de la guerre et de la "bataille du caoutchouc Sa population originelle a été décimée et est extrêmement affaiblie ; sa population "blanche" vit très éparpillée .La classe dominante , constituée principalement de familles de seringalistas et de commerçants , s'est réduite significativement et a perdu, de sa force avec la décadence de ses activités traditionnelles . Du point de vue administratif et politique, Rondônia a été détaché en 1943 de l'Etat de l'Amazonas et s'est vu transformé en Territoire Fédéral directement subordonné à l'Exécutif National via Ministère de l' Intérieur; il est donc privé d'autonomie administrative . La société est destituée des canaux réguliers de participation a.la vie politique qu'on trouve dans les Etats : sur l'ensemble du Territoire , avec ses 243.044 km² et un peu plus de cent mille habitants , les élections ne concernent que deux sièges de Députés à la Chambre Fédérale et quatorze de conseillers

communaux répartis" entre Porto Velho et Guajarã-Mirim. Quand seront créées de nouvelles communes , en 1977 , les maires seront nommés par le Gouverneur , lui-même choisi par le "Président de la République parmi les officiers de l'armée. L'Etat central se trouvait donc devant une société non organisée comme Goliath devant David.

Quand la commune de Porto Velho est déclarée , par le Décret présidentiel n° 67.557 du 12 novembre 1970, région "prioritaire pour fins de Reforme Agraire", comme partie du Programme d'Intégration Nationale (PIN), l'Etat se trouve devant une situation quelque peu chaotique qui ouvre un large champ à son intervention . Comme on a pu le vérifier en d'autres lieux et en d'autres temps de la colonisation au Brésil » l'occupation de l'espace de Rondônia s'opérait déjà avant toute mesure, spécifique de l'Etat et indépendamment de tout programme, par l'initiative soit de travailleurs (agriculteurs, seringueiros ou chercheurs de cassitérite) soit du capital (grands propriétaires, sociétés minières ou entreprises forestières). Les premiers avançaient, poussés par la pénurie de terres dans leur région d'origine, les seconds attirés par la perspective de spéculation sur la terre dans le cadre de l'intégration du Territoire au marché national ou par l'abondance des ressources naturelles* à exploiter (essences forestières nobles et minerais). Quelques aventuriers avaient devancé la marée des migrants des années 70 et se présentaient alors comme propriétaires d'immenses étendues de terres . Selon la déclaration de l'ex-Gouverneur , Colonel Guedes , a la Commission Parlementaire d'Enquête sur le Système Foncier , réunie à la Chambre des Députés en "1977, "25% de la superficie du Territoire était l'objet de détentions irrégulières". Cela
(7)

ne représentait pas moins de 6 millions d'hectares -. Parmi les prétendus propriétaires , on peut citer les sociétés de colonisation particulière Calama et Itaporanga , la Compagnie Guaporë Industrial S.A. - GAINSA , chacune s'attri

buant des centaines de milliers d'hectares , et la Frey Flo restai S.A. qui n'en revendiquait qu'une bonne centaine de mille. Ils venaient s'ajouter aux maîtres d'énormes forêts: à caoutchouc. , qui avaient acheté ces terres , en général de pourvues de titres légitimes , aux seringalistas ruinés après la bataille du caoutchouc

Il faut registrer le fait "que, tout en étant vraiment peu peuplée et très isolée du reste du pays , la région n¹ était pas pour autant inconnue . Ni de la part des organismes de l'Etat qui y avait , depuis 1943 , son administration (principal employeur) et ses détachements militaires chargés de la surveillance de la frontière et , à partir de 1966, de la construction d'un tronçon de la route de Cuiabã à Porto Velho. Ni de la part des groupes économiques extérieurs à la région , intéressés par la marche vers les terres neuves. Cette région avait fait l'objet d'un relevé -aérien par la Compagnie LASA, d'une recherche géologique réalisée en 1965 par la FAO et de diverses études de la part de l'IBRA en 1969. Plus tard , de tels travaux se multiplieraient et l'on verrait , par exemple , le Projet de relevé au radar (RADAM) , les analyses de sols effectuées par la Commission Executive du Plan de Culture du Cacao (CEPLAC) ou par l'Institut de Recherches et d'Expérimentation pour l'Agriculture et l'Elevage (IPEAN, devenu actuellement CPATU / EMBRAPA) . Les groupes économiques ne pénétraient pas à l'aveuglette . Ils étaient accompagnés , jusque dans l'aire réservée, à la colonisation , par des agriculteurs qui s'installaient en bordure des nouvelles routes ; le nombre de ceux-ci crut d'ailleurs de manière inouïe quand fut connue la décision du gouvernement d'implanter des projets de colonisation . A partir de ce moment , l'INCRA ne cesserait plus de marcher sur les traces des occupants , toujours débordé par le volume des demandes et condamné à régulariser post factum des situations qu'il considérait "irrégulières comme c'était pratiquement le cas de toutes les terres le

long des grands routes.

L'INCRA devra donc s'engager simultanément dans deux types d'activités . D'une part , l'identification des propriétés privées pourvues de titre légaux et des terres publiques avec leurs diverses formes de rattachement administratif , et la réalisation des actions susceptibles de faire observer le statut juridique défini' . Ces mesures appartenaient a la Direction des Projets Fonciers. D'autre part , èt sans attendre la conclusion de cette tâche fondamentale , l'INCRA avait à distribuer partie des terres publiques , y compris celles que la Direction des Projets Fonciers avait restituées au patrimoine de l'Union Fédérale . Cette mission incombait aux Projets de Colonisation.

Sous ce nom générique de colonisation , l'INCRA regroupe des réalisations passablement différentes : des Projets Intégrés de Colonisation (PICÎ, des Projets d'Aménagement Dirigé (PAD) et la vente de terres aux enchères . Les deux premières opérations , qui concernent également l'installation d'unités de production familiales sur des parcelles de 50 a 250 ha (le plus souvent 100) , diffèrent entre elles par l'amplitude des tâches affectées à l'INCRA. Dans le cas du PIC , l'Institut assume pratiquement toutes les tâches qui reviendraient normalement à une administration communale (depuis l'ouverture des routes et des chemins jusqu'aux soins de santé et à l'instruction , en passant par le crédit et l'assistance sociale) . Dans le cas du PAD , au contraire , l'INCRA s'en tient a l'installation des colons dans des lotissements dûment mesurés et bornés et donc en condition çl'être reconnus par titre. Quant aux ventes aux enchères , elles obéissent à des , normes propres : d'abord , elles portent sur des lotissements dont la dimension varie entre 500 et 3000 ha ; seuls peuvent y concourir des personnes physiques ou juridiques quL ne soient pas propriétaires de 3000 ha ou plus , et à raison

d'une seule mise par personne au cours d'une même vente ; enfin , les candidats doivent presenter a. l'INCRA un projet d'exploitation qui corresponde aux priorités de cet Institut.

Selon les informations officielles , Rondônia comptait en 1981 ; 6 PIC totalisant 1,7 million d'hectares et 2 PAD qui couvraient 800.000 hectares ; ensemble , ils ne représentaient donc pas plus que • 11% du Territoire ; il faut y ajouter une aire de 1,6 million d'hectares a l'étude en vue de la colonisation , ce qui porterait donc à 17% la part de la colonisation . Le même pourcentage de terres revenait aux zones de vente aux enchères (2,2 millions d'hectares déjà vendus et 1,5 million en projet) . Sans oublier les surfaces particulières garanties par d.'anciens titres jugés valables par l'INCRA ; 1,6 million d'hectares (globalement 7% du Territoire), répartis entre vingt-cinq grands propriétaires . Il-: est suggestif que ces deux douzaines de propriétaires détiennent à peu de chose près l' equivalent du domaine (7,5%) laissé à l'ensemble des peuples indiens,, seigneurs originels de ces confins.

BIBLIOTECA DA
FUNDAÇÃO JOÃO PINHEIRO

III

Jusqu'en 1970 , Ariquemes figurait comme un simple point sur la carte de Rondônia ; c'était un poste de la ligne télégraphique installée entre Porto Velho et Cuiabá après l' expédition du célèbre Maréchal Rondon . Chef-lieu du district de l'immense commune de Porto Velho , élevé lui-même ensuite au rang de commune ,sa population * n'atteignait même pas mille habitants . Il était situe dans une région ^° seringais décadents qui bordaient les rivières Preto, Machadinho et Jamari ; l'un d'eux , le Nova Vida , qui s'etendait sur plus de trente kilomètres de long de la nationale BR 364 (CuiabS - Porto Velho - Rio Branco) avait été partiellement déboisé et transformé en pâturages; çl' autres

avaient été vendus ou affermes à des Compagnies minières qui se livraient à l'exploitation de la cassitérite, bientôt interdite aux chercheurs individuels (en 1971). Proche du village, on rencontrait une grande scierie originaire du Parana, la Frey Florestal S.A. Le district était aussi peuplé par certains groupes indiens qui avaient durement résisté à la pression des "civilisés", surtout lors - des grandes campagnes de cueillette du latex. Un de ces groupes, les Uru-Eu-Wau-Wau, résiste jusqu'aujourd'hui à tout contact. En résumé, le district regroupait une population de cueilleurs de latex, de chercheurs de minerais, de paysans sans document de propriété et d'indiens.

C'est à partir de 1974 - quatre ans après la création du premier PIC, appelé Ouro Preto - qu'une nouvelle présence de l'Etat se fait sentir à Ariquemes. On peut l'analyser dans quelques secteurs ou à quelques niveaux fondamentaux du point de vue de la colonisation : le droit foncier dont les bases sont définies dans la Constitution Fédérale et explicitées dans le Statut de la Terre qui remplaça en 1964 l'antique Loi des Terres de 1850 et qui sera objet d'interprétations diverses au gré des circonstances, c'est-à-dire des intérêts des grands propriétaires ; la répartition effective des terres réintégréées au patrimoine national, qui obéira aux grandes lignes du modèle agricole en vigueur, sans préjudice des privilèges personnels ; les travaux d'infrastructure, notamment le réseau des routes et des chemins vicinaux ; le crédit public distribué par les banques, son canal officiel et ressort de l'accumulation locale ; la technologie, c'est-à-dire la transmission des techniques et la diffusion de procès de production agricole, celle-ci étant articulée avec le système bancaire et le commerce local ; enfin la protection et la défense de l'ordre établi, dans la mesure où interviennent ou s'abstiennent dans les conflits les forces de la police

et la justice- • Ces différents niveaux de présence et d'intervention ne sont évidemment pas étanches ; ils se compénètrent bien sûr ; de plus , ils sont tous chargés d'un poids d'idéologie qui a déjà été évoqué plus haut et qui véhicule , notamment , une vision capitaliste du travail / du capital et de leurs relations - vision associée à celle de la famille , de l'entreprise , de la culture et supportant l'idée d'un Etat gardien du bien commun.

La fin de 1973 et le début de 1974 marquent un tournant dans la politique de colonisation , sous la pression particulièrement des grands producteurs agricoles et éleveurs du Centre-Sud du pays . Ils sont organisés en associations très agissantes . L'une d'elles , l'association des chefs d'entreprises de l'Amazonie , qui a son siège à Belém mais est formée de gens du Centre-Sud , est si puissante qu'il ne se passe pas d'événement important en Amazonie , tel que changement de gouvernement ou décision de politique agricole , sans qu'elle ne soit entendue . Sous l'effet de ces pressions , l'accent est déplacé de la colonisation en petites unités familiales vers celle fondée sur la grande exploitation . Cette nouvelle orientation ne pourrait , évidemment , qu'être entérinée par le gouvernement du Territoire , comme en témoigne la déclaration du Gouverneur à la CPI : " Nous avons convenu avec l'INCRA de ne plus installer de projet de colonisation qui ne soit jumelé avec des grandes et moyennes entreprises de colonisation particulière. On courait le risque de voir tout le Territoire découpé exclusivement en parcelles de cent hectares ; cela nous paraissait absolument contre-indiqué."

En janvier 1974 , l'INCRA crée le Projet Burareiro. par l'arrêté n° 085 . C'est un projet conçu en fonction , non pas des populations en attente de terres , mais bien d'une culture et d'une culture d'exportation , le cacao , un produit très lucratif contrôlé par un club ferme de produc

teurs de l'Etat de la Bahia. Au lieu d'absorber les vagues d'immigrants arrivés en Rondônia, il vise à attirer de la Bahia de petits producteurs (appelés là-bas "burareiros") "dont les petites propriétés gênent l'expansion des grandes plantations. On imagine facilement des accords tramés entre, d'une part, les milieux intéressés dans l'expansion vers l'Amazonie d'une culture qui y deviendrait inévitablement concurrente et, d'autre part, le groupe monopoliste de la Bahia. Il faut savoir qu'à cette époque, la CEPLAC avait déjà réalisé en Rondônia des études de sols qui confirmaient l'existence de grandes surfaces de terres bonnes ou relativement bonnes pour cette culture; en plus, dès 1971, des expériences avaient été menées avec succès dans les parcelles des petits colons du PIC Ouro Preto et de l'actuel PIC Pe. Adolphe Rohl. La décision de l'INCRA était donc bien assise du point de vue technique. Elle n'avait tout simplement pas prévu que les burareiros de la Bahia ne montreraient aucun enthousiasme à migrer - ce qui confirme la thèse aujourd'hui soutenue que les paysans migrants ne sont pas nécessairement des nomades en quête d'aventure mais des hommes de la terre qui la quittent quand ils en sont, pour une raison ou une autre, éjectés.

Le Décret n° 75.201 de 1975 vient en ce moment prescrire l'expropriation en vertu d'impératifs sociaux, d'un polygone d'un million d'hectares dans les environs d'Ariquemes. Il appartenait à l'INCRA, à travers sa Commission de discrimination des terres publiques, d'en tracer les contours. Elle ne rencontra, au cours de son travail, qu'une seule propriété particulière porteuse de documents légaux: le seringal Rio Preto (12.300 ha), comme le déclara son Président à la CPI sur le système foncier. Les autres "propriétaires" sont expropriés. Les fonctionnaires de l'INCRA se sentent si sûrs de leur coup qu'ils tolèrent (certains disent qu'ils ont encouragé) l'occupation des terres par des immigrants. C'était méconnaître

quelque peu ce que représentent ces propriétaires fonciers dans l'Etat 'capitaliste brésilien .

Il convient sans doute de faire , à leur propos , une distinction : d'un côté , la catégorie traditionnelle des maîtres de seringais , membres distingués de la bourgeoisie locale qui ont en mains journaux et radio , dirigent des études d'avocats et des bureaux d'administration ; de l'autre côté, les représentants des entreprises agricoles de type capitaliste du Sud et du Centre-Sud.

Pour la défense des seringalistas , la haute administration de l'INCRA adopta , après accord du Conseil de Sécurité Nationale , une mesure spécifique appelée "regroupement familial". C'était un expédient pour tourner l'article 171 de la Constitution Fédérale qui limite, à 3000 ha (et même à 2000 ha dans les zones de frontières) la concession par l'Etat de terres publiques : par ce subterfuge , le seringalista obtient trois ou quatre fois la superficie-limite au nom du "tronc familial" qui englobe , en plus de lui , ses dépendants légaux associés à l'exploitation du seringa!. C'est ainsi que , finalement , le polygone à destination sociale fut incrusté ou entouré de propriétés particulières , chacune de quelque douze mille hectares . Pour le Gouverneur, cette faveur se justifiait pleinement par le fait qu' il s'agissait de familles de pionniers de Rondônia , dignes de la reconnaissance publique . En réalité , on l'a déjà vu , ils étaient propriétaires récents . D'ailleurs , ce n'étaient pas les maîtres-de seringais , qui habitaient Porto Velho ou Manaus , qui avaient accompli l'occupation de ces parages, mais bien plutôt leurs ouvriers qui pénétraient dans la forêt . Or , en dépit des promesses , et sauf exceptions , ils ne reçurent pas de terres .

Les propriétaires venus d'ailleurs bénéficièrent aussi de leur mesure de clémence qui avait , à l'époque , une portée bien plus vaste , qui se situait dans le sillage de la nouvelle politique agricole pour l'Amazonie . Il ne fallut pas

pour régler leur cas , qu'une simple exposition de motifs devenue célèbre - la 005 , du 28 juin 1976 - présentée à l'approbation du Président de la République par le Ministre de l'Agriculture et le Secrétaire Général du Conseil de Sécurité Nationale . Selon le texte , il s'agissait de trouver une solution aux problèmes fonciers "en rendant viables des exploitations de taille industrielle installées dans la région (amazonienne)" en remédiant à "des initiatives qui , tout en ayant été conçues -selon des procédés retors , et même franchement contre la Loi et l'Ordre , se rachètent grâce à des résultats qui favorisent le développement de la région". Cette libéralité du pouvoir atteignait les latifundios installés en terres publiques jusqu'à une limite maximum de 60.000 ha. A la faveur de cette exposition de motifs , la Frey Florestal , qui avait dû interrompre ses activités , recouvra pas moins de vingt-sept des cent mille hectares qu'elle contrôlait . . Si l'on fait la somme des propriétés qui ont joui de l'une ou de l'autre- de ces mesures, on trouvera , pour la seule commune d'Ariquemes (qui recouvre à peu près trois millions d'hectares) un total de 486.754 ha (16%) aux mains de 18 propriétaires - ce qui équivaut à la superficie destinée à accueillir presque cinq mille familles dans le PAD Marechal Dutra .

Une fois délimité le polygone , l'INCRA procéda à sa distribution entre trois catégories de bénéficiaires , A l'est , sont situées des terres relativement planes , avec des sols recommandés par la CEPLAC pour la culture du cacao : elles furent en partie vendues aux enchères en lotissements de 500 ou 1000 ha , et en partie cédées en parcelles * de 250 ha à des colons sélectionnés en fonction de leur aptitude agricole et de leur condition financière . A l'ouest , les terres sont peu fertiles et présentent un relief assez accidenté; elles furent réparties en parcelles de 100 ha à des familles choisies , cette fois , pour leur disponibilité en main-d'oeuvre . On obtient donc trois modèles distincts : la

Glèbe Burareiro (220-000 ha) , la PAD Burareiro (350.000 ha) , le PAD Marechal Dutra (495.000 ha) attribués respectivement à 319 , 1400 et 4600 titulaires . En fait-, ces chiffres sont un peu fictifs car les 319 titulaires de la Glèbe ne constituent pas autant d'individus ; ils se réfèrent à des noms d'emprunts qui recouvrent des groupes propriétaires de blocs entiers de lotissements ; au contraire , on rencontre effectivement dans certaines parcelles de 100 ha deux ou trois familles ressemblées . De toute façon , le polygone fut formellement divisé en six raille lots . Des dessinateurs de métier , crayon et règle en mains , tracèrent sur la carte de la commune de grands traits impitoyablement horizontaux et verticaux , formant des rectangles d'une impeccable régularité , sans considération du genre de sol, du relief , des cours d'eaux , au grand dam surtout des colons du PAD Maréchal Dutra , au relief particulièrement irrégulier .

L'Etat intervint donc nettement dans le sens d'une **différentiation** .—~~des~~ producteurs : a un pôle , le capital, privé de bras mais avide de concentration ; à l'autre , une force de travail excédente , sans capital , vouée à la prolétarisation ; entre les deux , le PAD Burareiro . Il est intéressant de s'arrêter à la composition de ce dernier . On se trouve là en face de petits agriculteurs nés dans les Etats de São Paulo , de Minas Gerais , du Rio Grande du Sul , de la Bahia , du Parana mais qui vivaient surtout dans ce dernier ou le prix des terres a atteint ces dernières années des niveaux très élevés . Tirant parti de l'écart de la rente entre Parana et Rondônia où les terres étaient cédées par l'INCRA a très bon compte , ces paysans ont pu échanger de minuscules lopins de chez eux contre les 250 ha d'Arriquemes , tout en faisant sur la vente des premiers un petit capital de départ . On trouve aussi dans le même PAD , et c'est une tout autre clientèle , une petite bourgeoisie faite de médecins , d'avocats , d'agronomes , de commerçants,

'de chefs d'entreprises , de fonctionnaires , etc ... (Les informations de l'INCRA fcnt état d'une proportion de 15% de titulaires du PAD ayant passé par l'université ou tout * au moins conclu le secondaire ...)

La stratification foncière de la campagne se reflète clairement dans la petite ville de treize mille habitants qui fut créée en bordure de l'ancienne bourgade , juste au croisement de trois -grands routes : les nationales 364 et 421 et la territoriale RO 1 . Le dessin d'Ariquemes fut prétentieusement copié sur le modèle des grandes villes modernes et divisé en secteurs fonctionnels : le commercial, l'industriel , l'administratif , les résidentiels , ces derniers distribués selon une hiérarchie descendante du centre vers la périphérie . Les services communaux concèdent aux habitants des terrains à bâtir , moyennant engagement d'y construire. endãans les six mois . Tous les "burareiros" ont la leur résidence , à moins qu'ils ne l'aient a Porto Velho ou à Ji-Paraná . Mais les simples colons du Maréchal Dutra qui reçoivent un lotissement en ville ont grand peine a le garder ; ils sont souvent acculés à le vendre^ pour en appliquer la valeur dans l'agriculture ou pour acquitter des dettes dans les magasins ou les cliniques . C'est une des multiples formes d'exploitation des travailleurs pauvres par les citadins qui ainsi s'enrichissent . Ne cite-t-on pas le nom d'un commerçant qui est déjà devenu propriétaire d'une cinquantaine de ces terrains , dans cette petite ville qui n'a- pas plus de cinq ans d'existence ? ...

Les projets de l'INCRA prévoient la construction de petits centres de services , disséminés dans la campagne - mais jusqu'à ce jour , toute l* administration , la petite industrie, l'artisanat , les services de réparation , le commerce, les banques , les agences de transports de cette commune de trois cent kilomètres carrés sont concentrés dans le chef- lieu-. Tout l'excédent économique de la campagne est donc pompé vers la ville , et comme la concurrence y est réduite , et les prix sans contrôle , il s'y est construit en un temps record

'de véritables fortunes échafaudées--. dans les cliniques privées, les pharmacies et drogueries, les super-marchés, les magasins d'équipement, les bureaux.

Ce n'est pourtant pas que les communications entre la ville et les campagnes soient des plus aisées... On y retrouve d'ailleurs en ce domaine, les mêmes inégalités que celles analysées plus haut. Pratiquement toutes les exploitations consacrées à la culture du cacao sont desservies par des routes, soit la RO 1, soit la route de la mine Oriente Novo, soit les chemins vicinaux; il est vrai que certains lotissements de la Glèbe Burareiro sont un peu distants de ces routes. Quand au PAD Marechal Dutra, sa plus grande partie est tout simplement inaccessible, au point que nombre de ses propriétaires en sont réduits à vendre leur force de travail dans les champs de cacao ou de café, de la Glèbe, du PAD Burareiro ou chez Frey, faute de pouvoir mettre en valeur leurs propres terres.

Le choix des cultures dans le polygone, disons même dans la commune, est soumis à un ensemble de pressions qui laissent peu de place à l'initiative du producteur, au profit du rôle déterminant de l'Etat. Le crédit officiel et le système bancaire y tiennent une place essentielle qui explique bien la diffusion des agences dans les villes de Rondônia, ainsi que le volume du crédit (ne dit-on pas que l'agence d'Ariquemes de la Banque du Brésil, en 1980, se hissait en troisième place pour le crédit rural dans l'ensemble du territoire brésilien?). Il serait d'ailleurs difficile de comprendre cette prolifération d'agences aux confins du pays, sans se référer à l'explosion de l'activité bancaire au cours des dernières années, dont on trouve une explication économique dans les taux de profit peut-être sans précédent. Le crédit agricole est fortement subventionné par le pouvoir central (en cette période où le taux d'inflation s'approchait des 100%, les taux annuels d'intérêt n'os

cillaient-ils pas entre 7 et 15% pour le crédit agrico - le ?); il se présente donc comme instrument légal des plus belles spéculations , au profit aussi bien des banques que de leurs clients - au point qu'on puisse affirmer que l'agriculture est plus au service du crédit que celui-ci au service de l'agriculture. Apparemment , c'est une inversion de l'ordre ; en réalité , c'est la logique même du capital financier . La chasse' au crédit .devient l'activité numéro un du producteur rural, et, bien sûr , le plus grand bénéficiaire en est le colon qui réside en ville , car il a la primeur des informations ; quand l'Avis public parvient a la connaissance du paysan perdu dans la campagne, le citadin a déjà fait sa demande et les inscriptions , limitées , c'est connu , sont déjà closes . On sait très bien, par ailleurs , que les plus grands ont leurs canaux directs de communications avec la capitale fédérale et sont mis au courant des affaires bien avant le gèrent de la banque lui-même.

Parler de l'extension du crédit au petit et jusqu'au mini - producteur dans ces circonstances , n'est rien d'autre que discours -idéologique . Le petit paysan - le colon du Maréchal Dutra - a bien sûr accès au crédit , mais surtout pour les cultures alimentaires comme le riz , le ma'is et les haricots - un crédit sans attrait pour le spéculateur (4.600 Cr\$/ha en 1979 ; 16.000 Cr\$ 'en 81-82), Au cours des trois années de 77 à 79 , la PAD Maréchal Dutra a bénéficié pour ces produits de 1532 financements , contre seulement 348 au PAD Burareiro ; il faut cependant noter que, sur ce total de 1880 financements , 340 concernaient l'achat, pratiquement obligatoire , de scies mécaniques portatives dont le profit allait à l'industrie des grands centres en transitant par le commerce local . Par contre , les grands financements , virtuellement spéculatifs , qui déterminent effectivement l'orientation des cultures , se destinaient au

café , au cacao , à l'hevea . En cinq ans , on enregistre une véritable explosion de ces cultures , surtout des deux dernières qui comportent les crédits les plus substantiels (72,000 Cr\$/ha pour le cacao en l'année agricole 79-80 et 200.000 Cr\$ en 81-82 ; 180.000 Cr\$/ha pour l'hevea en l'année 80-81 et 300.000 Cr\$ en 81-82).

Cette magnanimité du crédit amène les résultats suivants : dans le PAD Burareiro , 6485 hectares financés en cacao et 1910 en hevea ; dans la 'Glèbe Burareiro , 4075 hectares de cacao et 2710 d'hevea ; dans les propriétés particulières , 705 hectares de cacao et 1420 d'hevea ; dans le PAD Marechai Dutra , rien pour le cacao et 2410 hectares d'hevea . Le PAD Maréchal Dutra semble privilégié en ce qui concerne la culture du café avec 13.810 hectares financés contre seulement 4120 pour le PAD Burareiro , mais ce n'est qu'une apparence , car il faut tenir compte du fait qu'il comporte un nombre de colons quatre fois supérieur à ce dernier.

A prendre ces données pour base , on devrait considérer qu'en cinq ans , ont été plantés presque vingt mille hectares de cultures permanentes qui représentent des milliards de cruzeiros (il est clair que ces crédits sont étalés* sur plusieurs années) . Cette conclusion serait sans doute hâtive , vu qu'il est du domaine public qu'il existe de grandes déviations dans l'affectation du crédit rural , dont une partie respectable s'évade du secteur.

Il faut bien reconnaître la difficulté d'évaluer la portée et les conséquences , techniques , économiques et , dans un sens large , écologiques de cette explosion des cultures nobles . Il faudrait , semble-t-il , distinguer la part qui revient aux exploitations vraiment agricoles destinées à gérer un profit par la production et celle qui revient à la plus ou moins pure spéculation sur le niveau de la rente foncière et le prix des terres et sur le taux d'intérêt subsidie du crédit agricole . On voudrait cependant attirer

ici l'attention , de toute façon , sur l'incroyable déphasage existant , d'une part , entre le volume milliardaire des investissements et d'autre part , la précarité de l'assistance technique - déphasage qui vient renforcer la conviction que tout le processus est subordonné au capital financier . Sans préjuger des efforts de leurs fonctionnaires, il est forcé de reconnaître qu'aucune des agences d'assistance technique (Secrétariat de l'agriculture , ASTER , CEPLAC), ne dispose de l'infrastructure et du personnel indispensables pour garantir cette assistance à l'agriculture. La prédominance du système de crédit tend à les transformer en services auxiliaires des banques , destinés à orienter la distribution des crédits , vérifier leur application , émettre des avis concernant leur libération périodique. Bien plus , dans l'accomplissement de ces tâches , interfèrent tellement d'intérêts économiques et même politiques que le technicien qui le veut peut difficilement sauvegarder sa liberté . Il est bien sûr le mieux placé , lui , pour percevoir concrètement au jour-le-jour , le rôle réel de l'Etat dont il , est le serviteur plus au moins docile . , en vue de reproduire localement une société dont les contradictions ne lui échappent pas . Il n'est pas rare que cette découverte entraîne ce fonctionnaire à échanger ce rôle ingrat de serviteur pour celui plus gratifiant de client de l'Etat . Nombre de ses collègues se sont déjà convertis en mettant à profit leur connaissance et leur pratique des engrenages du pouvoir , en propriétaires de lotissements agricoles ou même en latifundiários , en agents immobiliers ou avocats spécialisés en questions foncières , en chefs d'entreprises ou en politiciens . La frontière jouit dans ce sens d'une atmosphère qui lui est propre et qui favorise une certaine plasticité pour les personnes qui savent en tirer leur profit.

On ne peut cependant méconnaître le fait qu'à la frontière pas plus qu'ailleurs , la concentration des profits par le

petit nombre ne peut se faire sans la spoliation du plus grand nombre , nécessairement accompagnée de violences -Celles-ci ne manquent pas a Ariquemes . Un Député Fédéral représentant Rondônia les a dénoncées a la Chambre à Brasília , soulignant l'action de groupes d'hommes à gage au service du latifúndio , l'absence de protection à la population , la connivence de la police et même de la justice . Dans la commune , trois endroits sont bien connus pour ces accès de violence qu'ils ont vécus : Cajazeira-, Nova Vida , Seringal 70 . On y a enregistré des menaces , des expulsions , des cas de prison et de mort • Les actions intentées en justice pour mettre au clair les participations d'individus ou de groupes d'un certain poids économique n'ont jamais abouti à des conclusions • Rien d'étonnant : comment attendre d'un Etat qu'il aille contre les structures que lui-même contribue à implanter ? Or l'ordre établi eut pour base , des le début , et consacra finalement l'inégalité.

Cette inégalité fait maintenant partie de l'espace ; elle est imprimée dans le paysage rural et urbain. On constate dans les champs du PAD Burareiro ou le colon du PAD Maréchal Dutra va vendre sa force de travail pour gagner de quoi payer les travailleurs qui vont déboiser sa parcelle . Elle est visible sur la place où chaque matin , des groupes d'hommes , de femmes et d'enfants attendent , en ville , le passage du camion qui les emmène à la Fazenda Rio Branco , où dans la cour où ils se rassemblent en fin de semaine pour recevoir leur salaire de misère . Ces faits configurent bien la nouvelle société que la colonisation met en place à Ariquemes et tout au long de la nationale 364 pour prendre le relai de la société' des seringais.

Cette société est formée , fondamentalement , de quelques représentants de la grande bourgeoisie agraire , ses ad

iaínistrateur et ses gérants , d'une petite bourgeoisie locale , rurale et urbaine , en formation , qui regroupe des planteurs de cacao , des commerçants , des hommes d'affaires et, des membres de professions libérales , et , enfin, d'un paysannat qui , tout en conservant la propriété de la terre / résiste mal à la prolétarisation . C'est une société polarisée par le capital qui concentre la terre, la technologie , le crédit , et par le travailleur qui détient la terre sans pouvoir atteindre les conditions de productivité qui fassent de lui un paysan prospère , exempt de vendre sa force de travail . La colonisation ne tend pas, *comme* le promettent le Statut de la Terre et la propagande officielle , à créer tout un paysannat aisé . Elle reproduit , à la frontière , la configuration de classes qui existe et se fortifie dans la société brésilienne dans son ensemble . Elle a accompli sa mission en Rondônia en préparant celui-ci à devenir ce qu'il est aujourd'hui ; le 23e Etat de la Fédération.

NOTES

- 1) Cette étude se développe à partir d'une recherche faite sur le terrain par les auteurs en 1980-1981 , dans ce qui était alors le Territoire et est maintenant devenu l'Etat de Rondônia . Cette recherche a reçu l'appui du Conseil National de Développement Scientifique et Technologique - CNPq . Des résultats partiels en ont été publiés dans les cahiers "Seminários e Debates" du MAEA/UFPa., sous le titre "Estado e reprodução social na fronteira * Ariquemes em Rondônia".
- 2) Pour une vision générale , consulter : Colonização e fronteira : Articulação no nível Econômico e no nível Ideológico , in : HEBETTE, Jean et ACEVEDO, Rosa . Colonização para quem ? Belém', UFPa/NAEA , 1979 , pag. 151 - 167. Pour

l'époque récente, consulter : TURCHI , Lenita Maria . A colonização dirigida no Processo de Expansão e Ocupação da Fronteira Agrícola . Território de Rondônia , in:Anais, Segundo Encontro Nacional , Estudos Populacionais.ABEP . São Paulo, 1980, vol. I, pag. 298-334.

'3) La colonisation en Amazonie durant la décade de 1970 , a été étudiée par CARDOSO , Fernando Henrique et MULLER, Geraldo . Amazônia : Expansão do Capitalismo . São Paulo, Brasiliense , 1977.

IANNI, Octávio . Colonização e Contra-reforma agraria na Amazônia . Petrópolis, Vozes, 1979.

'_____ . Ditadura e Agricultura . Rio de Janeiro. Civilização Brasileira , 1979.

MARTINS, José. de Sousa. Expropriação e Violência. A questão política no campo . Sao Paulo , HUCITEC , 1980.

BARBIRA- SCAZZOCHIO, Françoise . Land, People and Planning In contemporary Amazônia . Cambridge university , 1960..

4) Selon Lúcio Flávio Pinto , journaliste et profond connaisseur des questions foncières de l'Amazonie , l'Union de tiendrait , grâce au Décret-Loi n° 1164 , 70% du territoire amazonien . PINTO, Lúcio Flávio. Amazônia : no Rastro do Saque . São Paulo . HUCITEC , 1980, pag. 121 - 138.

5) Selon l'exposition de motifs rédigée par les ministres intéressés , en novembre 1980 , le Pôle Nord-Ouest recevrait des ressources de l'ordre de quarante-trois milliards de cruzeiros au prix de mai 1980 ; un tiers en est financé via Banco Mundial.

6) La Fondation Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística a publié sur Rondônia une étude assez développée , très bien documentée , objective , qui a fourni de précieuses informations pour cette recherche.Voir * FIECE. A organização do espaço na Faixa da Transamazônica . Rio de Janeiro, 1979.

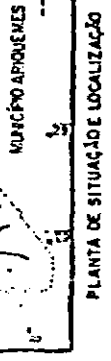
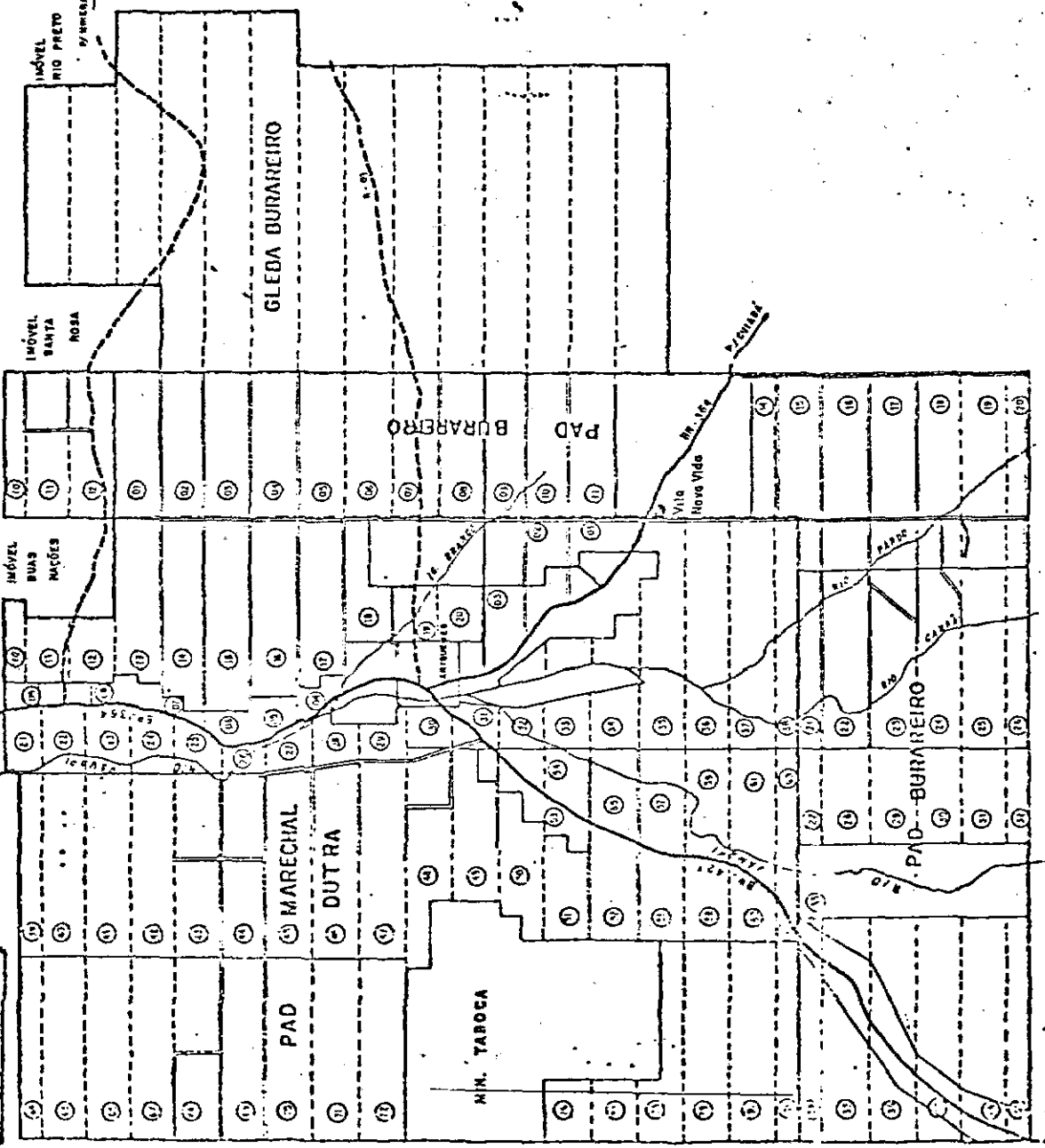
Voir : Republica Federativa do Brasil - Diário do Congresso Nacional , Seção I - Ano XXIV . Suplemento ao nº 121 . Capital Federal , nº 09, 1979.

En 1968 , le Département National de Recherches Minerales - DNPM , du Ministère des Mines et de l'Energie , criait la Province Stanifère de Rondônia , preuve évidente de la connaissance des richesses minières de la région. Actuellement l'exploration de la cassitérite est monopolisée par des groupes internationaux , à l'exception de la Parapanema ; entre eux , il faut relever le groupe Patino et la Brascan.

)Voir : SANTANA , Jerônimo. Combatendo a grilagem e defendendo os colonos e posseiros de Rondônia . Brasília, Câmara dos Deputados , 1980.

Les conflits surgis a l'occasion de l'occupation récente de l'Amazonie ont été décrits par : EGLIN, Jean et THERY , Hervé . Le pillage de l'Amazonie . Paris . François Maspero , 1982.

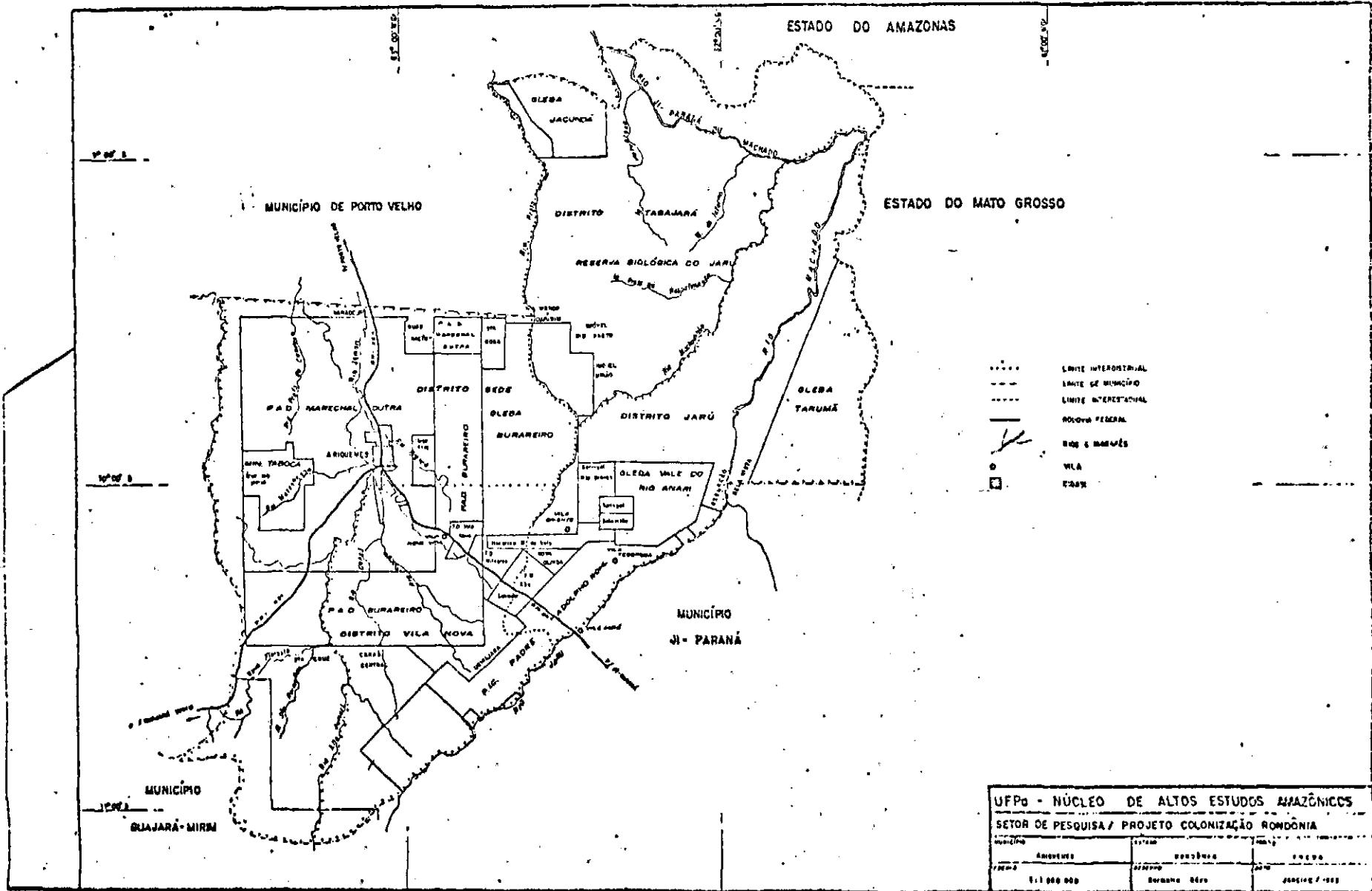
MAPA Nº 02



LEGENDA

- VICINAL
- ESTRADA
- RODOVIA
- LIMITE DE GLEBA E PAD
- LIMITE DE GLEBA
- NY DA GLEBA

U.F.P.O. - UNIVERSIDADE FEDERAL DO PARÁ
 NÚCLEO DE ALTOS ESTUDOS AGRICOLAS
 SETOR DE PESQUISA / PROJETO COLONIZAÇÃO RONDONIA
 MUNICÍPIO: APOQUEENSES GLEBAS EM ESTUDO FONE: 13 684
 ESCALA: 1:50000
 DATA: 1974
 LOCAL: APOQUEENSES



UFPo - NÚCLEO DE ALTOS ESTUDOS AMAZÔNICOS		
SETOR DE PESQUISA / PROJETO COLONIZAÇÃO RONDONIA		
Área (km²)	Localização	Coordenadas
1.100.000	Bomano - 66°W	2°S - 66°W

